

LE TEMPS

Technologies mardi 8 décembre 2009

La cleantech, nouveau pilier de l'économie suisse

[Ram Etwareea](#)

Le laboratoire de photovoltaïque de l'Institut de microtechnique fait rayonner Neuchâtel dans le monde (DR)



La création de la Swiss Cleantech Association coïncide avec le début de la Conférence sur le climat. Des industriels suisses veulent conquérir le marché mondial de l'environnement, évalué à 900 milliards de francs en 2010

La Suisse dispose de deux écoles polytechniques, de Lausanne et de Zurich, dont les expertises dans le développement durable sont reconnues mondialement. Les standards suisses pour le bâtiment, le transport et l'agriculture sont parmi les plus élevés et servent de référence. Les classements internationaux environnementaux placent le pays en tête du peloton. Les Suisses sont les champions du recyclage et de la gestion de déchets. Et pourtant. Le pays n'exploite pas tous ses atouts pour conquérir le marché mondial de l'environnement.

«Cela doit changer. La Suisse doit s'engager pour que les technologies environnementales deviennent un nouveau pilier de l'économie et que le pays se positionne comme le leader mondial du développement durable», a exigé lundi Nick Beglinger, industriel zurichois et cheville ouvrière de la toute nouvelle Swiss Cleantech Association (SCA). Ce n'est pas un hasard si l'annonce de sa création coïncide avec le lancement de la Conférence mondiale sur le climat qui s'est ouverte hier à Copenhague. «La Suisse ne doit pas seulement rimer avec chocolat, fromage et banques. Elle doit être aussi synonyme de cleantech», a poursuivi Nick Beglinger.

Dans une lettre ouverte aux conseillers nationaux, la SCA estime que le secteur financier ne contribuera plus dans la même mesure au bien-être de la Suisse. Le texte les invite à mettre en

place les législations pour faire des technologies vertes un nouveau pilier de l'économie suisse. L'association dispose déjà d'un comité de soutien parlementaire de tous les partis confondus. Elle a mis également en place un conseil scientifique dont fait partie Patrick Aebischer, président de l'EPFL.

155 000 emplois verts

Pas moins de 70 entreprises, d'ABB à Switcher pour les plus connues en Suisse romande, font partie des fondateurs de la SCA. L'ensemble du secteur compte 155 000 employés qui fournissent une valeur ajoutée de 18 à 20 milliards de francs. Selon une récente étude du Département fédéral de l'économie, son taux de croissance au niveau mondial devrait être de 8% par an et représenter un chiffre d'affaires de 22 000 milliards d'euros d'ici à dix ans. Pour l'année prochaine, le magazine américain Environmental Business International l'estime à 900 milliards de francs. «La cleantech suisse est bien placée pour participer au nettoyage de la planète, notamment dans les grands pays émergents», insiste Nick Beglinger. Cette année, la Chine, les Etats-Unis et dix autres pays ont prévu de dépenser 177 milliards de dollars dans des programmes environnementaux.

A l'Office fédéral de l'environnement (OFEN), la création de la SCA est accueillie avec enthousiasme. Pour son chef Bruno Eberle, un partenariat qui fédère classe politique et industrielle amènera un nouveau dynamisme dans la promotion des technologies propres suisses.

Ce n'est pas la première fois qu'on voit un élan en faveur de la cleantech en Suisse. Depuis une dizaine d'années, la Swiss Environmental Solutions for Emerging Countries réunit tous les ans à Lausanne des fournisseurs suisses de technologies propres et des pays clients. «Nous allons poursuivre ce travail et miser sur les partenariats public-privé ainsi que sur la valorisation de matériaux locaux dans nos projets», explique son responsable Alain Jenny.

Autre initiative récente, la création d'une plate-forme dans la cleantech en Suisse occidentale. Son objectif est d'offrir aux entreprises technologiques, instituts de recherche et incubateurs la possibilité de valoriser le savoir-faire et d'établir des contacts scientifiques et commerciaux.

Berne ne reste pas les bras totalement croisés. L'Agence pour l'innovation de la Confédération dispose d'un budget annuel de 100 millions. L'OFEN a également un fonds annuel de 4 millions de francs destinés spécifiquement aux technologies environnementales. Le point faible: Berne ne dispose pas d'outil pour la promotion des exportations. «La Suisse est timide sur ce plan par rapport à d'autres pays concurrents qui dépensent des millions pour conquérir des marchés étrangers», explique un haut cadre à Berne.